

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers En exercice : 18 Présents : 16	Séance du : 23 septembre 2022	Date de publication : 03.10.2022
--	--------------------------------------	---

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-trois septembre à neuf heures, le Bureau communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 16 septembre 2022 s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - BOUDOUBE Paul - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise - LEMAITRE Didier - SOLER Annie - LOMBARD Danièle.

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : RACHLINE David donne procuration à MARCHAND Charles - HUMBERT Cédric donne procuration à CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard

SECRETAIRE DE SEANCE : M. DECARD.

HABITAT

*

**MODALITES D'INTERVENTIONS FINANCIERES COMPLEMENTAIRES
SUR LE PARC DE LOGEMENTS PRIVES**

*

- N° 129 -

Mme LANCINE, Vice-Présidente, expose :

Par délibérations n°12 du 23 août 2013 et n°2 du 27 juillet 2018, l'assemblée délibérante a approuvé des modalités d'interventions financières d'Estérel Côte d'Azur Agglomération sur le parc de logement privés.

Dans le cadre du programme d'intérêt général (PIG) « Rénover pour Habiter Mieux » 2017-2022 et à titre expérimental, l'agglomération s'est fixée de nouvelles modalités de financement venant compléter son régime d'aides sur la durée du programme :

- Pour les propriétaires occupants réalisant des travaux de lutte contre la précarité énergétique, la possibilité de porter à 2 000 € le plafond de l'aide, contre 1 500 € en application de la délibération n°12 du Conseil communautaire du 23 août 2013.

Depuis le démarrage du programme, 135 propriétaires ont bénéficié d'une aide de 2 000 € sur les 221 projets financés au titre de la lutte contre la précarité énergétique.

- Pour les propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer de niveau social ou très social après travaux, la possibilité de porter l'aide au maximum à 150 € par m² de surface habitable fiscale dans la limite de 12.000 € par logement pour certains projets de travaux lourds (gain énergétique d'au moins 50 %, conventionnement du loyer sur une durée minimale de 12 ans), contre 100 € par m² plafonnée à 8 000 € par logement pour les autres projets en application de la délibération n°12 du Conseil communautaire du 23 août 2013.

Cette aide n'a jamais été sollicitée compte tenu des critères cumulés à respecter.

- Pour les propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer de niveau social dans le cadre d'une convention sans travaux signée avec l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), la possibilité d'accorder une prime d'un montant maximal de 1 000 € par logement.

Depuis le démarrage du programme, 23 logements ont fait l'objet de cette prime. Pour rappel, les logements conventionnés Anah à loyer social sont comptabilisés en logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi solidarité et renouvellement urbains.

Il est précisé que la Région, qui apportait en complément de la prime de l'agglomération une prime de 1.000 € durant la période initiale du programme (2017-2020), n'a pas maintenu cette prime sur la durée de prolongation (2020-2022).

Le PIG « Rénover pour Habiter Mieux », créé par arrêté préfectoral, a atteint sa durée maximale de cinq ans. Il a pris fin le 19 septembre 2022. Par conséquent, le régime d'aides expérimentales du PIG n'est plus applicable pour les dossiers déposés auprès de l'Anah après cette date.

Il est précisé qu'une étude stratégique et pré-opérationnelle sur l'habitat est en cours de réalisation. Elle vise notamment à éclairer la collectivité sur l'action à conduire sur le parc de logements privés. Ses résultats attendus pour janvier 2023, permettront d'évaluer l'opportunité de relancer un nouveau programme, de créer un ou plusieurs autres dispositifs d'accompagnement des propriétaires privés et de questionner les modalités d'interventions financières de l'agglomération au regard des enjeux et des besoins locaux.

Dans cette attente, il est proposé de pérenniser certaines aides expérimentales appliquées sur la durée du programme « Rénover pour Habiter Mieux » en complétant les modalités d'interventions financières de l'agglomération fixées par la délibération n°12 du Conseil

communautaire du 23 août 2013 et la délibération n°2 du Bureau
2018, par les dispositions suivantes :

- Porter le plafond de l'aide aux propriétaires occupants pour lutter contre la précarité énergétique à 2000 €,
- Ajouter une prime au conventionnement sans travaux à loyer social ou très social et la porter au maximum à 2000 € par logement, pour atteindre le niveau d'aide dont bénéficiaient les propriétaires avec le cumul des subventions de l'agglomération et de la Région sur la période 2017-2020.
Cette prime serait versée sur production de la convention validée par l'Anah.

A la suite de cet exposé,

VU la délibération n°12 du Conseil communautaire en date du 23 août 2013 portant fixation des modalités d'interventions financières en faveur de la rénovation du parc de logements privés,

VU la délibération n°2 du Bureau communautaire en date du 27 juillet 2018 portant approbation des modalités financières complémentaires en matière d'interventions sur le parc de logements privés,

VU l'avis de la Commission des assemblées,

le Bureau communautaire est invité à :

APPROUVER les modalités d'interventions financières sur le parc de logements privés complémentaires à la délibération n°12 du Conseil communautaire du 23 août 2013 et à la délibération n°2 du Bureau communautaire du 27 juillet 2018.

LE BUREAU,

APRES avoir entendu l'exposé de **Mme LANCINE, Vice-Présidente,**
ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,
APRES en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, **ADOpte LA DÉLIBÉRATION.**

FAIT et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER